



**MINISTERIO DE HACIENDA**

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



## **OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO**

**RESOLUCIÓN DE 4 DE JUNIO DE 2003 (BOE 14 DE JUNIO)**

### **EJERCICIO DE IDIOMAS**

#### **FRANCÉS**

El ejercicio de idiomas se divide en dos partes, cada una de las cuales se contestará en el correspondiente cuadernillo, con el contenido que se indica a continuación.

La PRIMERA PARTE consiste en una prueba de traducción al español en francés sin diccionario.

La SEGUNDA PARTE consiste en una prueba relacionada con el dominio gramatical y de vocabulario del idioma. Consta de 30 preguntas tipo test, con 4 posibles respuestas, de las cuales sólo una será correcta. Se deberá contestar la respuesta en el cuadernillo indicado al efecto.

El tiempo de realización de este ejercicio será de setenta y cinco minutos.

14 de febrero de 2004



MINISTERIO DE HACIENDA

TRIBUNAL DE OFOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



## TRADUCCIÓN

### *Politique fiscale de l'UE- Objectifs généraux*

Quelle politique fiscale au niveau communautaire serait-elle susceptible de ne pas contrecarrer, voire de soutenir, les efforts déployés par les États membres pour réformer leurs systèmes fiscaux?

Il va de soi que cette politique doit en priorité servir les intérêts des citoyens et des entreprises qui souhaitent tirer profit des quatre libertés du marché intérieur (libre circulation des personnes, des biens et des capitaux et libre prestation des services). Elle doit, par conséquent, être axée sur la suppression des entraves fiscales à l'exercice de ces quatre libertés.

De plus, dans la mesure où les systèmes fiscaux sont utilisés comme instrument pour la réalisation des objectifs d'allocation, de redistribution et de stabilisation, les incidences fiscales doivent être claires pour les agents économiques concernés. C'est pourquoi, il convient de simplifier les systèmes fiscaux et d'en améliorer la transparence. Dans ce contexte, il importe de tenir compte du fait que, tout en œuvrant d'une part à l'élimination de la concurrence fiscale dommageable, tant au niveau communautaire qu'au niveau international -notamment au sein de l'OCDE -, et d'autre part au respect des dispositions du Traité relatives aux aides d'État, un certain degré de concurrence fiscale au sein de l'Union européenne est sans doute inévitable et peut contribuer à diminuer la pression de l'impôt.

Deuxièmement, les initiatives communautaires dans le domaine fiscal doivent veiller à ce que les systèmes fiscaux contribuent à un meilleur fonctionnement des marchés des



MINISTERIO DE HACIENDA

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



biens, des services et des capitaux, ainsi qu'au bon fonctionnement du marché de l'emploi. La réalisation des objectifs du sommet de Lisbonne le requiert. Sur le plan de la politique fiscale, cela signifie qu'il y a lieu de s'attacher à supprimer les entraves et les distorsions fiscales, à éliminer les dysfonctionnements liés à la mise en œuvre de 15 systèmes fiscaux différents au sein de l'Union européenne et à simplifier ces systèmes fiscaux pour les rendre plus compréhensibles pour les contribuables. Cela signifie également qu'il faut renforcer l'efficacité de l'impôt afin de compenser les pertes de recettes qui pourraient découler de l'élimination coordonnée des entraves fiscales.

Troisièmement, comme le demandent les Grandes Orientations de Politique économique (GOPE), la politique fiscale de l'UE devrait continuer à favoriser les efforts de réduction des taux nominaux et d'élargissement de l'assiette imposable afin d'atténuer les distorsions économiques liées aux systèmes fiscaux des États membres.

Ces objectifs de la politique fiscale de l'Union européenne ne peuvent être poursuivis isolément et leur réalisation doit être compatible avec les autres objectifs généraux de la politique de l'Union européenne.

En particulier, la politique fiscale de l'Union européenne doit:

- soutenir la concrétisation de l'objectif de Lisbonne, à savoir que l'Union européenne devienne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde;
- favoriser la poursuite du bon fonctionnement et du développement du marché intérieur en permettant aux États membres, avant et après l'élargissement, d'opérer



dans des conditions de concurrence identiques et de bénéficier de tous les avantages découlant de ce marché;

- contribuer à une réduction durable de la pression fiscale globale au sein de l'Union européenne, en assurant le maintien d'un équilibre entre les réductions fiscales, les investissements dans les services publics et la poursuite de l'assainissement budgétaire;

- renforcer les politiques économiques, de l'emploi, de l'innovation, de protection de la santé des consommateurs, de développement durable, de l'environnement et de l'énergie de l'Union européenne; et

- appuyer la modernisation du modèle sociale européen.

### **Comment atteindre ces objectifs ?**

Quant aux instruments à utiliser pour mettre en œuvre les objectifs généraux définis ci-dessus, l'une des questions qui est le plus fréquemment posée porte sur le degré d'harmonisation fiscale nécessaire ou souhaitable au niveau communautaire.

Il est évident qu'une harmonisation complète des systèmes fiscaux des États membres ne s'impose pas. S'ils respectent les règles communautaires, les États membres peuvent librement choisir les systèmes fiscaux qu'ils considèrent comme les plus appropriés et correspondant le mieux à leurs préférences. Le niveau des dépenses publiques peut aussi varier selon les préférences nationales, tant que les choix en la matière sont suffisamment compensés par des recettes, de manière à ce que les soldes budgétaires restent proches de l'équilibre ou excédentaires. Il importe de souligner que, dans de nombreux domaines de la



MINISTERIO DE HACIENDA

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



fiscalité, l'harmonisation n'est ni nécessaire ni souhaitable en raison, d'une part, des caractéristiques très différentes que présentent les systèmes fiscaux des États membres et, d'autre part, des préférences de chacun d'eux. Toutefois, les États membres n'opèrent pas leurs choix dans l'isolement ; ils doivent tenir compte du contexte international. Ainsi, par exemple, la coordination fiscale au sein de l'UE devrait généralement contribuer à la cohérence de la position des États membres dans des enceintes internationales telles que l'OCDE.

En revanche, une harmonisation poussée est essentielle dans le domaine de la fiscalité indirecte. Le Traité prévoit expressément une telle harmonisation (article 93) car les impôts indirects peuvent constituer une entrave immédiate à la libre circulation des biens et à la libre prestation des services, au sein d'un marché intérieur. Ils peuvent également entraîner des distorsions de concurrence. Un grand nombre de directives et de règlements ont déjà été adoptés dans ce domaine. La stratégie législative de la Commission, particulièrement en matière de TVA ainsi que de taxes d'environnement et de taxation de l'énergie, a été clairement définie.

Les impôts sur le revenu des personnes physiques sont considérés comme pouvant être laissés à l'appréciation des États membres, même lorsque l'Union européenne aura atteint un degré d'intégration plus élevé qu'actuellement. Toutefois, les États membres doivent respecter les principes fondamentaux du Traité en ce qui concerne la non-discrimination et la libre circulation des travailleurs au sein de l'UE. En outre, même dans ce domaine, une coordination des systèmes fiscaux nationaux peut être nécessaire pour prévenir les discriminations dans les situations transnationales ou supprimer les entraves à l'exercice des quatre libertés (le traitement fiscal des retraites professionnelles en constitue un bon exemple).



MINISTERIO DE HACIENDA

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



PREGUNTAS TIPO TEST

1. La langue française ..... au groupe des langues romanes.
  - a) s'accorde
  - b) se conforme
  - c) se rattache
  - d) étudie
  
2. C'est un livre auquel je ..... beaucoup.
  - a) tiens
  - b) j'aime
  - c) j'apprécie
  - d) j'estime
  
3. Il nous a confié qu'il ..... l'intention d'écrire un roman.
  - a) ait
  - b) avait
  - c) aurait
  - d) aurais
  
4. J'ai n'ai pas compris .....
  - a) qu'il m'a dit
  - b) qu'il me dise
  - c) ce qu'il m'a dit
  - d) ce qu'il m'a dites



MINISTERIO DE HACIENDA

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



5. Ce n'est pas ..... ! Tu branches le fil et ça marche !
- a) simple
  - b) compliqué
  - c) aisé
  - d) facile
6. Il a une excellente formation mais .....
- a) Il a beaucoup d'expérience
  - b) Il manque d'expérience
  - c) Il est très compétent
  - d) Il est très intelligent
7. Ce matériel est très ....., il ne tombe jamais en panne.
- a) fragile
  - b) délicat
  - c) fiable
  - d) imprévisible
8. Vous avez compté ? Les bons .....font les bons amis.
- a) compteurs
  - b) comptes
  - c) comptages
  - d) comptoir
9. Nous avons dû rentrer ..... l'orage menaçait
- a) mais
  - b) puis
  - c) car
  - d) donc



MINISTERIO DE HACIENDA

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



10. Cette victoire, nous l'avons bien .....
- a) méritée
  - b) gagné
  - c) assuré
  - d) trouvé
11. N'écris pas ta lettre directement, fais d'abord .....
- a) un échantillon
  - b) un brouillon
  - c) un moule
  - d) un exemplaire
12. Le président était furieux que vous ..... sans lui.
- a) avez commencé
  - b) commencent
  - c) ayez commencé
  - d) commencer
13. La boussole ..... le nord.
- a) indique
  - b) évoque
  - c) signifie
  - d) égalise
14. Je voudrais bien comprendre le ..... et le comment de cette affaire.
- a) sujet
  - b) prétexte
  - c) pourquoi
  - d) raison





MINISTERIO DE HACIENDA

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



15. .... qu'il puisse arriver avant midi.
- a) Je crois
  - b) J'ai l'impression
  - c) Je doute
  - d) J'espère
16. D'après ce qu'il m'a dit j'ai compris qu'il ..... se dépêcher.
- a) fallait
  - b) faille
  - c) ait fallu
  - d) falloir
17. La situation économique de notre entreprise a été très ..... cette année. Nous avons connu des hauts et des bas et vécu une succession de crises.
- a) stable
  - b) saine
  - d) chaotique
  - d) aisée
18. Le candidat ..... nous pensons pour ce poste possède une très solide expérience.
- a) auquel
  - b) dont
  - c) à qui
  - d) que



MINISTERIO DE HACIENDA

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



19. Les spécialistes financiers ne sont pas certains que les taux d'intérêt ..... bientôt.
- a) baisseront
  - b) ont baissé
  - c) baissent
  - e) baisseraient
20. Je vous trouve très ....., vous avez fait prendre beaucoup de risques à notre entreprise.
- a) stable
  - b) sage
  - c) imprudent
  - d) prévoyant
21. La France est l'un des pays européens où le pourcentage des agriculteurs est ..... élevé.
- a) le plus
  - b) le plus de
  - c) le plus que
  - d) plus
22. Je doute que les publicitaires ..... à définir un « Européen type »
- a) réussissent
  - b) réussiront
  - c) ont réussi
  - d) réussir



**MINISTERIO DE HACIENDA**

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



23. La nouvelle majorité au Parlement s'est emparée ..... tous les postes ministériels importants.
- a) de
  - b) à
  - c) dans
  - d) sous
24. Tout le monde guettait ..... mouvements de l'indice de la Bourse.
- a) les moindres
  - b) les moins
  - c) les plus
  - d) pire
25. Les statiques montrent qu'en période de crise les Français ..... moins et essaient d'épargner plus.
- a) gaspillent
  - b) dépensent
  - c) achètent
  - d) se procurent
26. Le budget de l'État s'est trouvé ..... de plusieurs milliards après la fermeture de certaines entreprises nationalisées.
- a) alléger
  - b) allégé
  - c) allégerai
  - d) allégerait



MINISTERIO DE HACIENDA

TRIBUNAL DE OPOSICIONES AL CUERPO SUPERIOR DE  
INSPECTORES DE HACIENDA DEL ESTADO



27. Le Français se plaignent souvent ..... la réduction de leur niveau de vie.
- a) de
  - b) sur
  - c) à
  - d) contre
28. Les fonctionnaires doivent .....aux directives de leur ministère.
- a) correspondre
  - b) se conformer
  - c) s'accorder
  - d) concorder
29. Les projets du gouvernement tardent à .....
- a) régner
  - b) matérialiser
  - c) personnifier
  - d) se concrétiser
30. En 1868 pour critiquer la politique de Napoléon III, le journaliste Henri Rochefort eut ce mot d'esprit : « La France a trente-six millions de sujets sans compter les ..... de mécontentement »
- a) motifs
  - b) raisons
  - c) sources
  - d) sujets